



NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/15056
7 mai 1982
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 6 MAI 1982, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR LE
CHARGE D'AFFAIRES DES SEYCHELLES AUPRES DE L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint,
la copie d'un article publié dans le New York Times du mardi 4 mai 1982.

Je vous serais très obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de
cet article comme document du Conseil de sécurité, au titre du point intitulé
"Plainte des Seychelles".

Le Chargé d'affaires,

(Signé) Giovinella GONTHIER

UN LIBRARY

MAY 10 1982

UN/SA COLLECTION

Annexe

The New York Times, mardi 4 mai 1982

DES ARMES SUD-AFRICAINES ONT ETE UTILISEES LORS DU COUP D'ETAT DECLARE
UN TEMOIN

JOHANNESBURG, 3 mai (AP) - La télévision sud-africaine rapporte que le chef des mercenaires impliqués dans la tentative de coup d'Etat avortée aux Seychelles, le colonel Michel Hoare, a déclaré lundi que le Gouvernement sud-africain avait approuvé la tentative de prise de pouvoir et fourni les armes utilisées à cette occasion.

Le colonel Hoare, témoignant à sa décharge, a fait cette déclaration lors du procès, à Pietermaritzburg, des 43 mercenaires accusés d'avoir détourné un avion de ligne d'Air India le 25 novembre dernier afin de s'échapper de l'île de l'océan Indien après l'échec de la tentative de coup d'Etat. Les mercenaires ont été arrêtés après l'atterrissage à Durban (Afrique du Sud).

En décembre dernier, le Premier Ministre sud-africain, M. P. W. Botha, a rejeté les accusations des dirigeants seychellois, selon lesquelles son gouvernement aurait trempé dans le complot ou en aurait eu connaissance au préalable.

Le mercenaire de 63 ans a fourni comme preuve une facture censée provenir de l'armée sud-africaine, attestant qu'on avait livré à son domicile des armes et des munitions destinées au coup d'Etat.

Les armes fournies

D'après la South African Broadcasting Corporation émettant à partir de Pietermaritzburg, à quelque 450 kilomètres au sud-est de Johannesburg, le colonel Hoare a déclaré que les armes fournies comprenaient 75 fusils d'assaut AK-47 de fabrication soviétique, près de 24 000 cartouches, 40 grenades à main, 10 lance-roquettes et 100 roquettes.

Le colonel Hoare a affirmé qu'il lui avait été dit que le Cabinet de M. Botha avait décidé en principe, en septembre dernier, que le coup d'Etat devait avoir lieu.

Le plan visait à renverser le gouvernement socialiste du Président des Seychelles, M. France Albert René, mais il a été éventé à l'aéroport de Mahé, lorsqu'un fonctionnaire des douanes a découvert des armes dans les bagages d'un mercenaire. Les hommes auraient alors détourné l'avion d'Air India et contraint le pilote à faire route vers l'Afrique du Sud.

Le colonel Hoare a déclaré qu'en septembre 1977 un ancien ministre du précédent gouvernement seychellois de James Mancham, M. René, qui avait été évincé à la suite d'un coup d'Etat, l'avait contacté au sujet de la possibilité d'organiser un contre-coup d'Etat.

Montant estimatif du coup d'Etat

Le chef des mercenaires avait estimé le coût de l'opération à 5 millions de dollars, mais, a-t-il déclaré, les insurgés ne pouvant pas réunir plus de 500 000 dollars, il avait finalement accepté de ramener ce montant à 400 000 dollars.

Déclarant qu'il faisait ces révélations à contre-cœur, le colonel Hoare a affirmé que le coup d'Etat avorté avait été organisé au su du service national de renseignement sud-africain.

L'un des sept mercenaires capturés aux Seychelles et qui attend d'être jugé dans ce pays s'est fait connaître comme étant un agent du service de renseignement. Toutefois, selon de hauts fonctionnaires de Pretoria cet homme, Martin Dolinck, n'était plus employé depuis longtemps par les services en question.

Le colonel Hoare a dit qu'il avait été convoqué dans la capitale sud-africaine, avant la tentative de coup d'Etat, par un haut fonctionnaire du service de renseignement qu'il connaissait seulement sous le nom de "M. Claasens", et que celui-ci lui avait promis l'appui des militaires sud-africains.

Le complot est annulé, puis relancé

Le colonel Hoare a déclaré que M. Claasens lui avait téléphoné à un certain moment pour lui dire que M. Botha avait donné l'ordre d'abandonner l'idée du complot. Mais, a ajouté le colonel Hoare, un officier de l'armée lui avait dit lors d'une réunion ultérieure que le Cabinet avait donné le feu vert en précisant "il faut maintenant examiner les détails".

Le mercenaire, qui s'est fait connaître par ses exploits au Congo dans les années 60, a dit que M. Claasens et lui-même avaient rencontré ultérieurement à Pretoria, deux officiers sud-africains, qu'il a identifiés comme le général de brigade Hamman et le général de brigade Knoetze. Il avait été convenu avec les deux officiers que les militaires sud-africains fourniraient des armes, des munitions et du matériel radio.

Le colonel Hoare a déclaré qu'il avait été décidé d'utiliser des armes soviétiques afin que le coup d'Etat ne puisse être imputé à l'Afrique du Sud.

Il a ajouté que le matériel avait par la suite été livré à son domicile à Hilton, près de Pietermaritzburg: il avait signé un reçu et on lui avait remis la facture qu'il présentait comme preuve.